

# Bertille Bayart : «Le coût exorbitant d'une majorité de non-censure»

Par [Bertille Bayart](#)

Publié il y a 48 minutes



Lors de son allocution télévisée, Emmanuel Macron n'a fixé à son futur « gouvernement d'intérêt général » que l'objectif de doter le pays d'un budget. LUDOVIC MARIN / AFP

## **CHRONIQUE - Paradoxe : la censure votée au nom de la rupture va accoucher d'un nouvel «en même temps» budgétaire, autrement dit d'un «quoi qu'il en coûte».**

La semaine dernière, le [gouvernement Barnier est tombé](#), et, avec lui, toute ambition de redressement des finances publiques. Le nouveau cycle de palabres ouvert à l'Élysée entre les forces politiques, à l'exception des Insoumis et du Rassemblement national, ne pourra atteindre l'objectif recherché - une majorité de non-censure - qu'au prix de cet abandon.

L'an prochain, en 2025, le [déficit public français](#) restera à l'état de gouffre. Michel Barnier voulait le ramener à 5 % - ce qui restait énorme - puis « *autour de 5 %* ». Désormais, Pierre Moscovici, le premier président de la Cour des comptes, supplie que le futur budget aille « *vers 5 %* » (sur LCI dimanche). En réalité, le mieux que l'on puisse espérer, c'est que ce déficit reste dans la tranche des 5 %, c'est-à-dire qu'il n'atteigne pas ni ne dépasse les 6 % comme en 2024.

### **Un paradoxe**

Michel Barnier est [tombé sur son budget](#). Qui, après lui, s'y aventurerait encore ? Il faut désormais trouver une majorité de non-censure. Le coût politique à la construire avec le Rassemblement national serait exorbitant. Le coût financier pour aller la trouver à gauche, au Parti socialiste en particulier, le sera tout autant. Quel que soit le casting pour Matignon, les socialistes feront payer au prix fort leur désincarcération du Nouveau Front populaire. La seule concession qu'on puisse espérer de leur part est qu'ils se contentent d'un gel de la réforme des retraites, plutôt que son abrogation, assorti de l'ouverture d'une conférence sociale sur le sujet. Cela coûtera 3 milliards d'euros dès 2025.

Pour faire tenir un attelage de soutien explicite ou implicite qui irait des socialistes à la droite républicaine, il n'y a en réalité pas trente-six solutions : il faudra donner à la gauche le renoncement à l'essentiel des économies envisagées auparavant, et accorder au centre et à la droite un maximum de stabilité fiscale. Quel paradoxe ! La censure votée comme un seul homme par la gauche et le RN au nom d'une exigence postélectorale de rupture avec le macronisme va se traduire dans un splendide « en même temps » budgétaire, et la perpétuation du « quoi qu'il en coûte ».

On en avait eu un avant-goût avant même la censure, quand la commission mixte paritaire réunissant députés et sénateurs avait accouché d'un compromis sur [le budget de la « Sécu »](#), qui portait son déficit à 18,3 milliards d'euros contre 16 milliards initialement envisagés. Ce mardi, on a appris que le chaos politique rendrait automatique l'indexation de toutes les retraites (+ 2,2 %) au 1<sup>er</sup> janvier. Personne ne l'a déploré. Voilà pourtant encore 3 milliards d'euros d'économies envolées.

## Une consécration de l'impuissance

De toute façon, plus personne ne parle vraiment du déficit. Pas même, surtout pas, le président de la République. Il n'en a pas dit un mot, ni après la dissolution ni après la censure. Jeudi dernier, à 20 heures, il n'a fixé à son futur « gouvernement d'intérêt général » que l'objectif de doter le pays d'un budget. Cet exploit se suffirait à lui-même. La loi spéciale examinée en Conseil des ministres ce mercredi, qui prolonge sans l'amender le cadre budgétaire de 2024, est une forme d'idéal. Une institutionnalisation de la paresse, une consécration de l'impuissance.

Le discours catastrophiste qui a précédé la censure a été pris en défaut, et s'est ainsi révélé contre-productif. Le ciel ne nous est pas tombé sur la tête mercredi. Il n'y a pas eu de « pluies de sauterelles », selon l'expression prise à la fois de Mathilde Panot (LFI) et de Marine Le Pen (RN). Les marchés financiers vont même apparemment mieux depuis la chute du gouvernement ! Les taux d'intérêt sur les emprunts d'État français se sont un peu détendus (2,84 % à 10 ans), l'écart (spread) avec l'Allemagne s'est légèrement réduit (moins de 75 points de base), le CAC 40 rattrape un peu de l'énorme retard qu'il a accumulé depuis le début de l'année. Quant à la Commission européenne, elle regarde ailleurs et feint de croire à la copie, caduque depuis le premier jour, que lui a remise la France.

Il n'y a soudain plus aucune pression dans le système en faveur d'une forme de rigueur. C'est même l'inverse. Les dépensiers reprennent du poil de la bête, et pas seulement à gauche. Ils renvoient au rapport de Mario Draghi, qui enjoint l'Europe à investir massivement pour rattraper son retard technologique et industriel. Ils s'accrochent à l'exemple des États-Unis, dont l'économie caracole sur fond de déficit abyssal (6,4 %). Ils soulignent le ralentissement de la croissance, le déferlement des plans sociaux, pour justifier une pause dans un redressement qui n'a pas commencé.

## Un double péril

La politique et les arguments économiques à courte vue annoncent donc une majorité de non-censure qui ne saura communier que sur la procrastination. Jeudi, [Bruno Le Maire](#) sera auditionné par les députés de la commission d'enquête consacrée au dérapage des comptes publics en 2023 et 2024. L'ancien ministre de l'Économie et des Finances aurait beau jeu de renverser l'interrogatoire. « Alors, les amis ? Racontez-moi comment vous faites mieux... »

La réalité est que le redressement des comptes du pays ne peut résulter que, d'une part, d'un travail besogneux de rationalisation du fonctionnement des administrations et des agences de l'État, et, d'autre part, d'une transformation profonde du système social français. Ni l'un ni l'autre ne sont à la portée d'un exécutif dont la date de péremption est courte et déterminée par des oppositions populistes qui ne se soucient pas de proposer un projet alternatif avant l'élection présidentielle.

Cette impasse crée un double péril. Le premier, c'est que le camp des modérés en vient à souhaiter, lui aussi, la crise, la vraie, celle qui met au pied du mur et contraint à engager dans la douleur des réformes puissantes. Le second, c'est que cette crise se produise. Elle est déjà enclenchée sous une forme lancinante, avec l'affaissement de la croissance et la trajectoire de la dette et de la charge d'intérêt. Elle peut devenir brutale, quelque part entre aujourd'hui et l'élection de 2027, surtout si celle-ci devait se jouer au second tour entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon.